

ne concession ne serait jamais accordée de son vivant." Ce rejet retarda l'affranchissement des catholiques, mais on ne saurait le regretter, quand on songe aux conditions qui en étaient le prix.

Pendant que le Parlement discutait le bill destiné à détruire l'association, plusieurs membres de l'épiscopat irlandais étaient à Londres, où les avait appelés le Gouvernement. La Chambre des Communes et celle des Lords avaient chacune nommé un comité chargé de faire une enquête sur l'état de l'Irlande. Plusieurs évêques catholiques furent entendus. O'Connell lui-même eut à donner son avis. Les prélats consultés consentirent à la dotation du clergé, et leur opinion fut partagée par O'Connell lui-même. Le célèbre orateur déploya devant les comités toute la souplesse de son esprit. On fut surpris d'entendre ce tribun dont le langage, dans ses harangues populaires, était toujours violent et souvent trivial, parler avec une finesse extrême, exprimer des sentiments de paix et de conciliation, exposer avec autant de simplicité et de modestie que de force les misères de sa patrie, aborder toutes les questions qui intéressaient l'Irlande et donner à toutes une solution pratique. La haute position d'O'Connell rendait sa tâche difficile devant des comités parlementaires composés d'ennemis de son pays, qui lui tendaient mille pièges, l'interrompaient, lui posaient mille questions imprévues. O'Connell sortit de cette épreuve comme de tant d'autres, après avoir gagné l'admiration de ceux qui l'avaient entendu. Qu'on ne s'étonne pas s'il consentit, dans les circonstances particulières et délicates où il était placé, à la dotation du clergé; il ne faisait qu'adhérer à l'opinion exprimée par les membres de l'épiscopat. D'ailleurs, il était convenu que ce traitement n'entraînerait pas le droit de veto. La responsabilité qui pesait sur lui l'obligeait à se montrer conciliant; mais les machinations de l'Angleterre furent déjouées. Le bill, nous l'avons dit, ayant été rejeté, les évêques et O'Connell se trouvèrent dégagés de leur parole.

Du Parlement, les amis de l'émancipation en appelèrent au peuple. Les élections générales de 1826 leur fournirent l'occasion d'exercer, dans l'intérêt de leur cause, les droits qui leur avaient été rendus en 1793. Jusqu'alors ils n'avaient jamais voté qu'au gré des landlords. Mais se sentant protégés par l'association, ils votèrent hardiment contre les candidats hostiles à l'affranchissement des catholiques. Les orangistes furent battus sur tous les points. C'est en 1826 qu'O'Connell se présenta pour la première fois à des électeurs. Il leur fit défense de boire de la bière ou des spiritueux à partir du moment où il aurait prononcé son premier discours sur les *hustings* et celui où l'élection serait terminée. Il fut ponctuellement obéi. O'Connell ébranla dans cette circonstance la puissance héréditaire des Beresford, qui étaient les tyrans des électeurs du comté de Waterford. En Angleterre, les partisans de l'émancipation furent moins heureux; mais la Providence prit soin de renverser les obstacles qui résistaient aux efforts des hommes.

Le duc d'York, le royal ennemi des catholiques, mourut le 5 janvier 1827. Le mois suivant, le cabinet de lord Liverpool était en dissolution. Le 5 mars, sir Francis Burdett présentait aux communes une motion, priant la Chambre de s'occuper immédiatement, en vue de les abroger, des lois hostiles aux catholiques romains. Le débat dura deux jours, et la motion fut rejetée à 4 voix seulement de majorité. La cause de l'émancipation avançait; elle allait bientôt obtenir un premier succès parlementaire.

Des témoignages de sympathie arrivaient aux Irlandais de toutes les parties de l'Europe et de l'autre côté de l'Atlantique. Le rejet de leur motion en leur faveur rendit l'association plus hardie encore qu'auparavant, s'il lui était possible de le devenir. M. Canning ne tarda pas à être chargé de former un ministère. Les catholiques ont tenu compte du bon vouloir de cet homme d'Etat, qui a toujours paru désirer leur rendre justice, quoiqu'il n'ait en réalité rien fait pour eux. M. Wyse dit de lui dans son histoire de l'association :

"Les catholiques ont toujours pris ses intentions pour des actes, et ils ont pleuré sur sa tombe comme sur celle de leur libérateur." M. Canning mit au service de leur cause son talent et son courage; il lutta pour la défense des principes de l'association catholique, et succomba de lassitude, accessible sous les coups de ses ennemis. Lord Goderich recueillit l'héritage de M. Canning; mais il n'avait ni sa fermeté, ni ses talents, ni ses sentiments élevés. Il ne pouvait pas plus combattre avec succès que faire avancer une cause. Il présida un ministère transitoire, dont la chute amena aux affaires le duc de Wellington. Deux jours avant la formation du cabinet tory, l'Irlande avait tenu, dans toutes ses paroisses, des meetings simultanés, à jour et heure fixes. L'idée de cette démonstration avait été suggérée par M. Sheil.

L'arrivée au pouvoir du duc de Wellington fut regardée par l'Irlande comme une déclaration de guerre; le noble duc est Irlandais; il avait administré le pays en qualité de sous-secrétaire d'Etat, et attaché son nom à un *bill des armes* contre la liberté des citoyens.

Dès qu'O'Connell apprit que le duc de Wellington était à la tête du Gouvernement, l'association fit connaître à ses membres qu'ils auraient à refuser leurs suffrages à tout partisan de ce ministère et à quiconque accepterait ses faveurs.

Les protestants dissidens d'Angleterre, luttaient, à la même époque, pour briser les chaînes dont le culte officiel les avait chargés. O'Connell, qui est toujours pour principe que chacun doit adorer Dieu suivant les inspirations de sa conscience, leur prêta son loyal concours, et l'Irlande unit sa voix à celle des dissidens d'Angleterre pour demander leur affranchissement.

"Frères en Jésus-Christ, leur disait O'Connell dans une admirable Adres-

se, vous êtes engagés dans une lutte constitutionnelle pour la défense de vos droits. Il y a longtemps que nous travaillons dans le même but. Je crois indigne de la liberté l'homme qui ne fait tout ce qui est en son pouvoir pour obtenir ce bienfait, le plus grand dont on puisse jouir ici-bas.

"Vous voulez l'abrogation des lois qui vous punissent de n'être pas hypocrites, qui vous privent de vos droits parce que vous êtes sincères et refusez d'abandonner des croyances religieuses profondément gravées dans vos consciences.

"Nous luttons précisément pour atteindre le même but. Comme vous, nous pourrions être débarrassés de toute entrave, si nous consentions à professer des opinions que nous ne croyons pas vraies. Notre sincérité, comme la vôtre, serait récompensée par la concession de tous les droits civils, et si nous étions assez méprisables pour ne tenir aucun compte de l'obligation sacrée d'un serment, nous pourrions obtenir, tout de suite, notre complète émancipation."

Après les avoir engagés à s'unir aux catholiques et à faire cause commune avec eux, O'Connell leur démontrait que la religion catholique est favorable à la liberté civile et à la liberté de conscience. L'association fit signer dans toute l'Irlande des pétitions demandant la liberté des dissidens anglais.

Au mois de mai 1828, une nouvelle motion invita la Chambre des Communes à s'occuper des droits des sujets catholiques. Elle fut discutée durant trois séances, et passa enfin à une majorité de six voix; mais la Chambre des Lords la rejeta à quarante-six voix de majorité. Sir Robert Peel disait en combattant cette motion :

"Je suis persuadé que l'abrogation des lois qui frappent les catholiques d'interdiction ferait courir à la religion protestante un danger contre lequel il serait impossible de trouver une sauvegarde égale à celle que présente notre constitution protestante." Le duc de Wellington n'était pas moins explicite :

"L'interdiction des catholiques était, selon lui, indispensable à la sûreté de l'Eglise et de l'Etat." Le noble duc conservait avec les catholiques l'attitude hostile qu'il avait toujours eue envers eux. C'est dans ces circonstances qu'il jugea à propos d'appeler au ministère du commerce M. Vesey Fitz-Gerald, alors trésorier de la marine. M. Fitz-Gerald était un Irlandais dévoué à la cause de l'émancipation, qu'il avait toujours défendue. La faveur dont il fut l'objet nécessita une réélection. Que devait faire l'association? Elle avait pris l'engagement de combattre tous les candidats qui accepteraient des places sous le Gouvernement, et elle se trouvait ici en présence d'un de ses défenseurs à la Chambre. Elle résolut néanmoins de combattre l'élection de M. Fitz-Gerald. Une question délicate était celle de savoir quel antagoniste lui opposer. On invita plusieurs protestants à se présenter, et enfin l'on songea à Daniel O'Connell dans des circonstances assez singulières.

Ce n'est pas l'agitateur qui eut d'abord cette pensée. Il est assez curieux qu'elle soit venue à l'esprit d'un protestant orangiste, de sir David Roos, grand shériff de Dublin. En dehors de leurs dissidences politiques, sir D. Roos aimait O'Connell comme toutes les personnes d'ailleurs qui l'ont connu. Tandis que les catholiques étaient très-occupés à chercher un candidat qui voulût se présenter à Clare, sir C. Roos rencontra un ami intime d'O'Connell, M. P. V. Fitz-Patrick; il lui fit part de la pensée qui le préoccupait, en ajoutant qu'il allait la lui soumettre. Cette suggestion parut à M. Fitz-Patrick tout à fait providentielle, d'autant plus qu'il avait depuis son enfance entendu dire au catholique irlandais le plus zélé de ce temps, M. John Keogh, que ses coreligionnaires ne seraient jamais émancipés avant d'être élus pour représentant un catholique qui irait forcer l'entrée du Parlement.

O'Connell parut vivement impressionné de cette ouverture inattendue. Les catholiques éminents de Dublin furent consultés, et tous applaudirent à l'idée d'envoyer leur chef au Parlement. O'Connell se rendit au bureau du *Dublin Evening-Post*, et rédigea à la hâte la lettre qui annonçait aux électeurs de Clare qu'il allait solliciter leurs suffrages. Cette nouvelle électrisa l'Irlande catholique; elle sentit que le triomphe d'O'Connell entraînerait celui de la grande cause pour laquelle elle luttait avec une si louable persévérance.

L'infatigable créateur de l'association et de l'agitation constitutionnelle va disputer la gloire de la députation à Vesey Fitz-Gerald, le serviteur du Gouvernement, le président du bureau du commerce. Le représentant de l'Angleterre et le représentant du peuple irlandais vont se trouver en présence. Le différend entre l'Angleterre et l'Irlande sera décidé par le sort d'un tournoi. Les deux champions se préparent à la lutte. L'un dispose des troupes, de la police, de l'argent du Gouvernement, des moyens de séduction au service d'un ministre d'Etat; l'autre, au contraire, s'appuie sur une multitude en haillons; il n'a pour amis que les ministres d'une religion persécutée. Les prêtres avaient discipliné l'armée déguenillée qui venait voter pour l'agitateur. L'ordre le plus parfait règne au milieu de ces paysans qui autrefois ne pouvaient se trouver réunis une dizaine sans en venir aux mains. Comme à Waterford en 1820, on ne signala pas un seul acte d'intempérance. O'Connell arriva à Clare après avoir harangué les populations accourues pour le saluer dans toutes les localités qu'il avait traversées. L'élection commença le 1er juillet 1828 et dura cinq jours. Il est à regretter qu'il n'ait été conservé que des fragments des discours prononcés par l'agitateur dans cette circonstance solennelle et décisive. Il exposa longuement aux électeurs les motifs puissants qui devaient les engager à voter contre son adversaire, et termina le plus magnifique de ses discours par cet appel au peuple :

"On vous assure, s'écria-t-il, que je n'ai pas le droit d'être élu; cette assertion est fautive. Il est vrai que, comme catholique, je ne peux pas et ne